



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
21 août 2024
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité des droits de l'enfant
Quatre-vingt-dix-septième session
Genève, 26 août-13 septembre 2024
Point 4 de l'ordre du jour provisoire
Examen des rapports des États parties

Réponses d'Israël à la liste additionnelle de points concernant son rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques*

[Date de réception : 6 août 2024]

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Introduction

1. On trouvera ci-après les réponses à la liste additionnelle de points transmise en février 2024 au sujet du rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques de l'État d'Israël, soumis en septembre 2023 au Comité des droits de l'enfant conformément aux dispositions de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant et aux directives spécifiques à l'instrument concernant les rapports périodiques que les États parties doivent soumettre en application de la Convention (CRC/C/58/Rev.3).
2. Le présent rapport a été élaboré par le service du droit international du Bureau du Procureur général adjoint du Ministère de la justice, en collaboration avec d'autres ministères et service de l'État.

Réponse au paragraphe 2 de la liste additionnelle de points (CRC/C/ISR/Q/5-6/Add.1)

3. Avant de répondre aux différentes questions qui ont été posées, il est important de revenir sur l'attaque terroriste qui a frappé Israël le 7 octobre 2023.
4. Dans la matinée du samedi 7 octobre 2023, jour de shabbat¹, alors qu'Israël célébrait la fête juive de Sim'hat Torah, le Hamas et d'autres groupes terroristes palestiniens ont procédé à des tirs massifs de roquettes contre la population civile de plusieurs villes israéliennes. Simultanément, environ 3 500 terroristes sont entrés depuis la bande de Gaza sur le territoire souverain d'Israël par les voies terrestre, aérienne et maritime. Ces terroristes ont envahi plus de 20 localités israéliennes, des bases militaires ainsi que les sites de deux festivals de musique, dans l'unique but d'assassiner, de violer et de mutiler le plus grand nombre possible de civils israéliens et de ressortissants étrangers et de prendre en otage des hommes, des femmes et des enfants, y compris des personnes âgées et des rescapés de l'Holocauste. Les terroristes du Hamas ont été envoyés en Israël dans l'objectif explicite de massacrer des mères, des pères, des enfants et des personnes âgées sans défense. Lors de cette tragédie, des familles entières ont été décimées en quelques heures seulement et un grand nombre de personnes ont perdu des proches ou subi des lésions irréversibles.
5. Le 7 octobre, Israël et le monde entier ont été témoins, en temps réel, de la façon dont des civils, y compris des enfants et des nourrissons, étaient mutilés et assassinés brutalement et de sang-froid dans leurs propres maisons. Les multiples preuves graphiques dont nous disposons montrent que d'innombrables cas de viols, de violences sexuelles et fondées sur le genre, d'actes particulièrement inhumains et dégradants, d'enlèvements d'otages et de torture ont été commis. La perpétration généralisée d'actes barbares de violences sexuelles à l'encontre de civils a été largement étayée, notamment par des témoignages de première main, et confirmée dans le rapport de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit². Des civils innocents, dont des enfants en bas âge, ont été brûlés vifs, rendant leur identification impossible. Des terroristes du Hamas se sont fièrement filmés avec les nourrissons qu'ils avaient pris en otage, avouant au monde entier avoir tué délibérément et avec préméditation des enfants israéliens.
6. Depuis l'abominable assaut du 7 octobre, le Hamas et d'autres organisations terroristes de Gaza continuent d'attaquer Israël, notamment en procédant à des tirs de roquettes aveugles contre des centres de population civile. Entre le début des hostilités et le mois de mai 2024, plus de 10 000 roquettes ont été tirées depuis la bande de Gaza dans le but de tuer le plus d'Israéliens possible. Un nombre similaire de roquettes a été lancé dans la partie nord du pays : à ce jour, 42 personnes ont perdu la vie et 250 ont été blessées à cause de ces tirs. Le samedi 27 juillet 2024, une roquette tirée par le Hezbollah depuis le Liban a tué 12 enfants sur un terrain de football à Majdal Chams.

¹ Ci-après, « le 7 octobre ».

² Rapport de mission - « Official visit of the Office of the SRSG-SVC to Israel and the occupied West Bank ». Disponible (en anglais) à l'adresse <https://www.un.org/mwg-internal/de5fs23hu73ds/progress?id=nOjRpkbU6sBvYI-8tKQvQkgwzasqPDIJBexQzfJa2zU,&dl>.

7. Depuis le 7 octobre, le Hamas et d'autres organisations terroristes ont causé des dommages d'une ampleur sans précédent aux habitations et aux infrastructures civiles israéliennes, détruisant des communautés entières. Au 27 juin 2024, environ 130 000 habitants³ de villes du sud et du nord d'Israël étaient déplacés, et ce depuis le 7 octobre. Plusieurs années pourraient s'écouler avant que ces personnes puissent rentrer chez elles pour reconstruire leur vie et leur communauté. Les sirènes continuent de retentir chaque jour à divers endroits du pays lorsque des roquettes, des missiles et des drones sont lancés contre Israël depuis plusieurs fronts.

8. Lors de l'attaque du 7 octobre et pendant les jours qui ont suivi, plus de 1 200 personnes ont été brutalement assassinées chez elles ou sur les sites des deux festivals de musique. Il s'agissait pour la plupart de civils – hommes, femmes, personnes âgées et enfants.

9. Le même jour, 251 personnes, dont des nourrissons, des enfants et des femmes, parfois même des familles entières, ont été prises en otage et amenées dans la bande de Gaza. Beaucoup ont été exécutées par leurs ravisseurs. Durant leur captivité, nombre de ces otages ont été torturés et ont subi des violences sexuelles et d'autres mauvais traitements. À ce jour, 115 personnes sont toujours détenues à Gaza et risquent d'être soumises à la torture et à d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants. Les données et informations fournies par le Gouvernement israélien en réponse aux différentes questions posées concernent les enfants, y compris ceux qui ont été pris en otage.

Réponse au paragraphe 2 a) de la liste additionnelle de points

10. Quarante-trois nourrissons, enfants et adolescents de moins de 18 ans (25 garçons et 18 filles) ont été sauvagement assassinés lors de l'attaque du 7 octobre. D'après les données du Ministère de la santé, 651 enfants et jeunes âgés de 0 à 20 ans ont eu besoin d'un traitement médical à la suite de l'attaque ou d'autres actions militaires menées contre Israël entre le 7 octobre 2023 et le 13 juin 2024. En tout, l'Institut national d'assurances a accordé le statut de victime d'hostilités à 19 221 enfants et jeunes (9 918 garçons et 9 303 filles).

11. Des dizaines d'enfants sont devenus orphelins à la suite de l'attaque du 7 octobre. Au total, 221 enfants et jeunes (118 garçons et 103 filles) ont perdu un de leurs parents et 17 (10 garçons et 7 filles) ont perdu leurs deux parents ce jour-là.

12. En Israël, la prise en charge des enfants ayant perdu un parent en raison des hostilités est régie par la loi 5730-1970 sur l'indemnisation des victimes des hostilités, dont l'application est supervisée par l'Institut national d'assurances. Les enfants et les jeunes devenus orphelins suite au décès de leurs parents peuvent prétendre à un ensemble de droits et de prestations, dont des bourses et des allocations, la fourniture et le financement de soins de santé mentale et émotionnelle, le remboursement des frais médicaux, une assistance juridique, un accompagnement scolaire et la participation aux frais d'éducation. L'éligibilité à telle ou telle prestation dépend de si l'enfant est orphelin d'un parent ou des deux ainsi que des circonstances particulières de chaque cas.

³ Données actualisées du Centre de recherche et de renseignement de la Knesset concernant les personnes évacuées des régions sud et nord d'Israël, 3 juillet 2024. Au 27 juin 2024, environ 143 000 personnes (68 500 venant du nord du pays et 74 500 des régions environnantes de la bande de Gaza) remplissaient les critères pour être évacuées de leur maison et de leur communauté. À la même date, quelque 130 000 personnes avaient déjà été évacuées et étaient en situation de déplacement depuis le 7 octobre, dont 22 800 (17 600 originaires du nord du pays et 5 200 originaires du sud) étaient logées à l'hôtel. En outre, environ 51 000 personnes évacuées de localités du nord et 70 000 personnes évacuées de localités du sud étaient hébergées au sein de la communauté ou avaient trouvé une solution provisoire et un petit nombre d'entre elles étaient retournées chez elles.

Réponse au paragraphe 2 b) de la liste additionnelle de points

13. Le 7 octobre, le Hamas et d'autres organisations terroristes ont fait 251 otages (159 hommes et 92 femmes) qu'ils ont amenés dans la bande de Gaza. Il y avait parmi ces otages 32 mineurs (13 garçons et 19 filles) alors âgés de 9 mois à 18 ans.

14. Le même jour, 97 enfants ont eu l'un de leurs parents, ou les deux, pris en otage par le Hamas et d'autres organisations terroristes.

15. Au 30 juillet 2024, deux enfants étaient toujours retenus : Ariel et Kfir Bibas, âgés de seulement 4 ans et 9 mois lorsqu'ils ont été brutalement pris en otage le 7 octobre, avec leur mère, Shiri, et leur père, Yarden Bibas. À ce jour, aucun d'entre eux n'est revenu.

16. À la même date, 115 personnes – hommes, femmes et enfants – étaient détenues depuis plus de trois cents jours par le Hamas et d'autres organisations terroristes dans la bande de Gaza.

17. Plusieurs enfants ayant été libérés ont déclaré avoir été contraints, sous la menace d'une arme, de regarder d'effroyables vidéos du massacre perpétré le 7 octobre. Certains ont également affirmé que les terroristes les avaient drogués et leur avaient apposé des marques sur le corps.

18. L'assistance apportée aux familles des otages et des personnes disparues était dans un premier temps régie par la résolution n° 982 du Gouvernement israélien. Le Gouvernement a ensuite adopté la résolution n° 1058, par laquelle il a créé la Direction chargée de gérer la question des otages, des personnes disparues, des personnes libérées et des membres de leur famille et de coordonner l'appui apporté aux familles concernées. Cette entité veille au bien-être des enfants dont la famille a été prise en otage ainsi qu'au bien-être et à la réadaptation des enfants et des jeunes qui ont été libérés.

19. La Direction est composée de représentants de l'Institut national d'assurances et des Ministères de la santé, de l'éducation ainsi que de la protection et des affaires sociales. Elle a pour mission de fournir une assistance et un soutien aux personnes qui en ont besoin.

20. En raison du grand nombre d'otages et de personnes disparues à la suite de l'attentat du 7 octobre, le service d'assistance téléphonique du Bureau de la protection des enfants en ligne (le 105) a été chargé à titre provisoire, jusqu'à l'achèvement du processus d'identification des victimes, de répondre aux appels et aux demandes d'assistance des personnes à la recherche d'un membre de leur famille, en coopération avec la police israélienne et le Ministère de la protection et des affaires sociales.

Création d'une procédure coordonnée de soutien aux enfants et aux jeunes ayant été libérés

21. Les enfants ayant été libérés bénéficient d'une prise en charge immédiate en milieu hospitalier, puis de soins de proximité adaptés, qui couvrent l'aspect médical, la santé mentale et l'aspect social. Une équipe interministérielle a été créée pour élaborer un plan-cadre concernant l'accueil, la prise en charge et le suivi des enfants et des jeunes revenus de captivité. Ce cadre est mis en œuvre conjointement par les Forces de défense israéliennes, les Ministères de la santé, de l'éducation, de la protection et des affaires sociales et de la justice, l'Institut national d'assurances et le Cabinet du Premier Ministre. Le Ministère de la santé et les hôpitaux étaient prêts à accueillir les enfants et les jeunes ayant été relâchés et ont fourni à chacun d'entre eux des soins médicaux et psychologiques adaptés. Un travailleur social a été affecté à chacun des rescapés pour assurer la coordination des soins au long cours dans le cadre d'une prise en charge thérapeutique globale. La procédure a été régulièrement actualisée et adaptée en fonction des enseignements tirés de l'expérience.

Réponse au paragraphe 2 c) de la liste additionnelle de points

22. On trouvera ci-après une description des principales mesures prises par le Gouvernement israélien et les différents ministères pour faire en sorte que les enfants et les familles touchés par l'attaque du 7 octobre ou concernés par la prise d'otages aient accès à des soins de santé et à des services de santé mentale axés sur les traumatismes.

Cabinet du Premier Ministre – Table ronde

23. Compte tenu de l'état d'urgence et de la profonde inquiétude suscitée par la situation des enfants et des jeunes touchés par la tragédie, et afin de prendre des mesures immédiates adaptées à leurs besoins spécifiques, le Cabinet du Premier Ministre a mis en place, dès le 12 octobre 2023, une table ronde multisectorielle sur la question des enfants et des jeunes en temps de guerre.

24. Quelque 200 personnes – représentants du Gouvernement, des autorités locales, d'organisations de la société civile et de la jeunesse – y participent. La table ronde est dirigée conjointement par le Coordonnateur des questions relatives aux droits des enfants et des jeunes au sein du Ministère de la justice et par le Directeur général de l'organisation non gouvernementale (ONG) Conseil national pour l'enfance. Selon les sujets traités, les discussions sont menées dans le cadre soit de séances élargies, soit de séances ciblées à participation restreinte.

25. On trouvera ci-après quelques-unes des principales recommandations formulées par les participants à la table ronde :

a) Maintien des cadres éducatifs et fourniture de services réguliers – Afin que les enfants et les jeunes puissent bénéficier d'une continuité sur les plans éducatif et émotionnel, il a été recommandé de limiter l'utilisation des écoles à des fins autres que l'enseignement (par exemple comme lieu d'hébergement temporaire). Une telle utilisation ne peut avoir lieu qu'en dernier ressort, après épuisement de toutes les autres options ;

b) Évacuations – Dans l'éventualité où il serait de nouveau nécessaire d'évacuer des enfants, les directives ci-après devront être respectées :

- La protection des enfants et des jeunes est assurée conformément aux recommandations de la table ronde concernant la protection des mineurs sur les lieux de déplacement. Par exemple, il convient de veiller à ce que toute personne travaillant au contact d'enfants ou de jeunes dans un centre d'hébergement temporaire obtienne un permis de travail spécifique, en application de la loi sur la prévention de l'emploi de délinquants sexuels dans certaines institutions. Il a également été demandé que les personnes travaillant dans de tels établissements portent un badge d'identification. En outre, comme suite à une décision du Comité permanent des directeurs généraux pour l'enfance et la jeunesse, une équipe intergouvernementale dirigée par le Cabinet du Premier Ministre, le Ministère de la sécurité nationale et le Ministère de la justice a été mise en place afin de traiter cette question au mieux ;
- Des efforts sont faits pour préserver autant que possible la structure et la composition des communautés déplacées, qui sont orientées vers des solutions de logement temporaire de manière à ce que cette structure soit maintenue (par exemple, évacuation par quartier ou par groupe scolaire), compte tenu des besoins et des préférences des personnes déplacées. Cette démarche vise notamment à éviter que les enfants soient coupés de leur environnement naturel et familial, de leurs amis ou encore de leurs enseignants habituels ;
- Les autorités des localités évacuées et les autorités des localités d'accueil maintiennent des contacts étroits et permanents afin de faciliter la communication et de fournir un soutien et des services réguliers et ordonnés aux familles et aux enfants déplacés. De tels contacts permettent en effet d'assurer la libre circulation des informations importantes, relatives, par exemple, aux enfants qui nécessitent une attention ou une surveillance particulière (tels que les enfants connus du système social, les enfants handicapés, etc.) ;

c) Il a été recommandé d'établir une base de données commune et uniforme des personnes déplacées, y compris des mineurs, et de la tenir à jour, afin de permettre aux autorités compétentes d'évaluer au mieux les besoins des enfants, compte tenu de leur âge, et de promouvoir des services adaptés à cette population ;

d) Les participants à la table ronde ont examiné la question de la régulation des flux d'information entre les ministères compétents (en particulier le Ministère de l'éducation, le Ministère de la protection et des affaires sociales, le Ministère de la santé et le Ministère de la défense) et l'Institut national d'assurances, le but étant d'acquérir une vision globale du statut particulier des enfants déplacés ;

e) Mise au point d'un outil numérique aux fins de la coordination des interventions – Un questionnaire a été distribué, compte tenu des besoins mis en avant par la table ronde, pour recenser les services fournis aux jeunes hébergés dans des centres d'accueil temporaire. Un tableau de bord numérique contenant des données actualisées sur le nombre d'enfants et de jeunes présents dans chacun de ces centres et sur chaque hôtel accueillant des personnes déplacées ainsi que des informations régionales a été élaboré à partir des réponses reçues. Le tableau contient également des données ventilées sur les services fournis aux jeunes (âgés de 13 à 18 ans) dans chaque hôtel, par type de service, domaine et public cible. Il a été recommandé d'élargir cette plateforme à tous les enfants et jeunes israéliens, quel que soit leur âge, y compris à ceux n'ayant pas été déplacés, à l'échelle du pays ;

f) Il a été recommandé de faire référence aux différents groupes en fonction de leur tranche d'âge (enfants d'âge préscolaire, adolescents, etc.) ou de leur catégorie sociale (ultra-orthodoxes, populations arabes, etc.), chacun d'eux ayant des besoins différents ;

g) L'importance de faire participer les jeunes au processus visant à recenser leurs besoins et à y répondre et de les associer à toute activité les concernant a été mise en avant ;

h) Les représentants ont noté le rôle majeur joué par le Comité permanent des directeurs généraux pour l'enfance et la jeunesse s'agissant de favoriser l'adoption d'une approche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics pour traiter les questions relatives à l'enfance et à la jeunesse ainsi que les questions interministérielles urgentes et prendre les décisions connexes ;

i) La table ronde poursuit ses travaux, supervise la mise en œuvre de ses recommandations, examine les questions émergentes et y apporte les solutions voulues.

Mesures prises par le Comité spécial de la Knesset sur les droits de l'enfant

26. Depuis le 7 octobre, le Comité spécial de la Knesset sur les droits de l'enfant a examiné plusieurs questions relatives aux droits des enfants en temps de guerre, dont les questions ci-après : préparation à la fourniture de services de santé mentale et d'un accompagnement psychosocial à court et à long terme aux victimes de la guerre « Glaives de fer » (23 octobre 2023) ; services éducatifs destinés aux enfants évacués en raison de la guerre (6 et 30 novembre 2023) ; enfants et jeunes placés en structure d'accueil (internats ou familles d'accueil) pendant la guerre (7 novembre 2023) ; sécurité alimentaire des élèves concernés par les fermetures d'écoles liées à la guerre (8 et 13 novembre 2023) ; protection des enfants et des jeunes séjournant à l'hôtel ou en centre d'hébergement temporaire (20 novembre 2023) ; prise en charge de la petite enfance en temps de guerre (27 novembre 2023) ; lutte contre l'usage abusif de drogue et d'alcool chez les jeunes déplacés et les rescapés du massacre du 7 octobre (28 novembre 2023) ; difficultés rencontrées par les enfants LGBTQI+ pour ce qui est de célébrer la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (20 mai 2024) ; mesures et interventions en faveur des enfants et des jeunes déplacés pendant les vacances d'été 2024 (3 juin 2024).

27. Le Comité a également organisé des réunions sur les besoins spécifiques de la communauté arabe, notamment sur les réponses à apporter aux besoins urgents liés à la guerre de la population bédouine des villages non autorisés du Néguev, en ce qui concerne la protection physique, l'accompagnement des familles des personnes assassinées ou prises en otage le 7 octobre et le renforcement de leur résilience psychologique (6 décembre 2023). Le Comité a également effectué une visite dans les villages bédouins (21 janvier 2024).

Mesures prises par le Ministère de la protection et des affaires sociales

28. On trouvera ci-après un résumé des principales mesures prises par l'Administration des services sociaux et personnels en faveur des familles et des enfants en centre d'hébergement temporaire :

a) Des brochures d'information sur le renforcement de la protection contre les violences sexuelles et domestiques ont été élaborées et distribuées au personnel des hôtels. En outre, des webinaires ont été organisés pour répondre aux besoins particuliers à ce sujet ;

b) Des consignes ont été données aux équipes de travailleurs sociaux des centres d'hébergement temporaire, pour améliorer leur compréhension et le respect de la loi sur les jeunes et garantir la conformité des activités menées et des données communiquées à ses prescriptions ;

c) Des lignes directrices ont été élaborées au sujet des procédures juridiques, l'accent étant mis sur les mineurs dont les parents sont en instance de séparation ou de divorce. Elles portent notamment sur les modalités de visite des deux parents et l'application des décisions de justice ;

d) Le Ministère de la protection et des affaires sociales a conclu des contrats spéciaux d'urgence avec trois prestataires afin d'organiser des groupes de thérapie après l'école pour les enfants âgés de 3 à 12 ans séjournant en centre d'hébergement temporaire. Assez rapidement, 68 groupes ont été créés, bénéficiant à plus de 2 200 enfants d'âges divers. Ces contrats prévoyaient également la mise en place de groupes d'orientation et de soutien pour les parents hébergés dans ces centres. Au plus fort de l'activité, une vingtaine de groupes étaient actifs.

29. Les services du Ministère chargés du district Tel-Aviv-Jaffa, du district Centre et du district de Jérusalem ont pris les mesures ci-après, entre autres :

a) En collaboration avec les autorités d'accueil, les services du Ministère chargés du district de Tel-Aviv-Jaffa et du district Centre ont réinstallé les personnes déplacées dans 120 hôtels dès le début de la situation d'urgence. D'intenses efforts ont été déployés au cours des trois premiers mois pour prendre contact avec les collectivités d'origine afin de recueillir les données essentielles et pour garantir une présence quotidienne sur place afin de répondre à tous les besoins des déplacés (besoins matériels, installation dans les structures d'accueil et accompagnement émotionnel et social) ;

b) Tout a été fait pour favoriser l'instauration d'une routine saine dans les hôtels : mise en place d'activités récréatives et éducatives pour les moins de 18 ans, mise à disposition d'outils appropriés pour aider les déplacés à faire face aux émotions liées à l'évacuation et mesures visant à résoudre toute situation complexe préexistante ;

c) L'accent a été mis sur le renforcement de la surveillance parentale et de l'implication des parents dans la vie quotidienne des enfants hébergés à l'hôtel ;

d) Des espaces de détection dédiés ont été mis en place dans les lieux hébergeant des groupes de jeunes déplacés afin d'identifier ceux souffrant de détachement. Des instructeurs formés utilisent le dialogue et des activités adaptatives pour fournir aux mineurs concernés des soins et un appui ciblés dans le cadre de sessions individualisées ;

e) Un point de contact pour le district de Jérusalem a été désigné au sein des services compétents et au siège, le but étant de réévaluer en permanence les besoins des enfants et des familles accueillis et de garantir l'adéquation du soutien apporté et des interventions mises en place.

30. Plusieurs mesures ont été prises par les services chargés du district de Haïfa et du district nord :

a) Il a été demandé aux services chargés du district nord d'établir à l'avance la liste des groupes vulnérables et des personnes déjà connues des services sociaux, y compris les familles ayant des enfants à risque ou handicapés, ainsi que des cas de violence domestique ;

b) En ce qui concerne les enfants handicapés, une évacuation anticipée a été proposée aux personnes handicapées et à leurs proches, ce qui a permis aux familles ayant des enfants handicapés de quitter la ville bombardée de Kiryat Shmona avant l'évacuation officielle ;

c) Pendant l'évacuation, les services sont restés en contact avec les populations vulnérables afin d'évaluer leur situation et leurs besoins et de suivre leur intégration dans les centres d'accueil temporaire, notamment dans les centres communautaires et les crèches ;

d) Les centres d'hébergement temporaire ont pu compter chaque jour avec la présence de fonctionnaires du Ministère et d'une équipe chargée de l'évacuation et de l'accueil, laquelle s'efforçait d'identifier les enfants à risque et de fournir un appui direct aux mineurs en cas d'urgence ;

e) Les employés des hôtels concernés ont régulièrement reçu des informations et des consignes, y compris des séances de formation et un soutien professionnel pour les aider à détecter et à prévenir les situations de risque, de négligence ou de violence ;

f) Des activités périscolaires et des groupes de soutien parental ont été mis en place dans les centres d'hébergement temporaire et des groupes distincts ont été créés pour renforcer la protection des enfants et des adolescents dans les hôtels ;

g) Des crédits ont été alloués aux autorités d'accueil pour établir des foyers et proposer des services à l'intention des déplacés, l'accent étant mis sur les populations à risque, en particulier les personnes âgées, les enfants, les jeunes, les victimes de violence domestique et les personnes handicapées.

Département du Ministère de la protection et des affaires sociales chargé des personnes handicapées

31. Le service du logement du Département chargé des personnes handicapées a procédé à l'évacuation de 11 centres de prise en charge de personnes handicapées. Les résidents ont bénéficié d'un accompagnement, d'un appui financier et d'autres formes d'assistance pendant l'évacuation.

32. Une dizaine d'enfants d'un centre d'accueil pour enfants handicapés de Sdérot ont été évacués vers un centre de Ramla, où ils ont pu participer à des activités de loisirs ainsi qu'à des cours adaptés à leurs capacités et rendre visite à leur famille. Par la suite, une salle de classe spéciale a été créée afin d'assurer la continuité de l'éducation, les enfants fréquentant leur école habituelle une semaine sur deux.

33. Le personnel et les résidents ont bénéficié de conseils sur la gestion des crises et des traumatismes.

Service de la jeunesse et des jeunes adultes – Département chargé de la réadaptation, de l'accompagnement et de la prévention

34. Pendant l'état d'urgence, les jeunes israéliens ont vécu des événements extrêmement difficiles et traumatisants, notamment des pertes importantes sur les plans personnel, familial et communautaire, ou ont été exposés à de tels événements. En réponse, le Service et le Département chargés de la jeunesse et des jeunes adultes du Ministère de la protection et des affaires sociales ont fourni une aide d'urgence complète aux jeunes déplacés, en menant une action de sensibilisation soutenue à la fois au sein des hôtels et dans la sphère publique.

35. Plusieurs programmes importants ont été mis en œuvre :

a) Mise en place d'espaces de détection – Des zones dédiées ont été installées dans les hôtels et les autres structures d'accueil temporaire afin d'attirer les jeunes qui y séjournent. Des équipes de professionnels sont chargées d'y créer un premier contact direct avec les jeunes, dans leur environnement, le but étant de limiter les risques liés notamment à l'usage de substances psychoactives et aux addictions. Elles sont en cela aidées par les parents et par les représentants habituels des services sociaux en poste dans les hôtels ;

b) Numéro d'urgence pour les jeunes (118) – cette ligne d'urgence est joignable cinq jours par semaine par l'intermédiaire du numéro d'information et d'assistance du Ministère ainsi que par WhatsApp. Des travailleurs sociaux spécialisés dans les questions relatives à la jeunesse peuvent procéder à une évaluation de l'état de la personne concernée, recenser ses besoins et lui fournir une assistance initiale pour l'aider à faire face à ses difficultés et à retrouver ses repères. Après trois conversations, un traitement complémentaire par médiation est proposé si nécessaire ;

c) Programme d'encadrement pour les jeunes – Ce programme offre aux jeunes un soutien éducatif et thérapeutique sous la forme d'un encadrement personnel et d'activités de groupe organisées dans les hôtels et dans les locaux des autorités locales. Il repose sur la

fourniture d'informations, d'appui, de conseils, d'orientations, d'assistance et de séances de formation tenant compte des différences culturelles et des besoins individuels. Il s'adresse aux jeunes qui évitent les espaces publics, voire restent enfermés dans leur chambre ;

d) Activités thérapeutiques expérientielles – En collaboration avec plusieurs associations, le Ministère de la protection et des affaires sociales organise des ateliers et des activités thérapeutiques axées sur les traumatismes émotionnels à l'intention des jeunes résidant à l'hôtel, l'objectif étant de leur fournir les outils nécessaires pour renforcer leur résilience émotionnelle. Ces activités visent à aider les jeunes à gérer leurs émotions sans avoir besoin de les verbaliser consciemment ;

e) Centre professionnel multidisciplinaire – Ce centre de réadaptation propose des programmes quotidiens à court terme dans le cadre desquels des jeunes à risque peuvent acquérir des compétences professionnelles en ayant accès à des possibilités d'emploi.

f) Ateliers sur la sexualité en temps de guerre et équipes thérapeutiques – Ces ateliers sur les répercussions que peut avoir le stress lié à la guerre sur la sexualité permettent de détecter les adolescents et adolescentes à risque tout en favorisant un dialogue ouvert.

Mesures prises par le Ministère de la santé

Prise en charge des soins médicaux par les caisses de santé

36. Les familles et les enfants déplacés logés à l'hôtel ont bénéficié d'une prise en charge des soins médicaux par les caisses de santé des zones géographiques d'accueil temporaire.

37. En cas de disponibilité limitée des soins médicaux et dans les endroits accueillant des personnes ayant subi un important traumatisme à la suite des attaques du 7 octobre, des centres de consultations ont été mis en place dans les hôtels. Des dizaines de centres ont ainsi été créés à Jérusalem, dans la région de la mer Morte et même à Eilat, dans le sud d'Israël, où un centre de santé pour enfants a été établi avec l'appui de médecins venus du Schneider Children Medical Center, près de Tel-Aviv-Jaffa. Des services et une prise en charge y sont proposés par des généralistes, des pédiatres et des professionnels de la santé mentale.

38. L'accès à ces centres n'est pas réservé aux personnes affiliées à une caisse de santé. Des efforts ont été déployés pour permettre aux déplacés de recevoir les soins nécessaires, moyennant par exemple une aide à la prise de rendez-vous rapide et à la fourniture de médicaments et de matériel médical, entre autres. Lorsque cela est nécessaire, par exemple pour les patients ne pouvant pas ou ne voulant pas sortir de leur chambre pour cause d'angoisse ou de traumatisme, les consultations sont organisées dans les chambres d'hôtel.

39. Les services de santé numérique et de télémedecine ont été élargis afin de garantir la plus grande accessibilité possible, sous tous les aspects, notamment en ce qui concerne la médecine primaire, les consultations et la prescription de médicaments.

40. Les systèmes informatiques ont été adaptés pour permettre le transfert rapide des informations médicales entre les caisses de santé, afin d'assurer la continuité des soins pour les patients en centre d'hébergement temporaire. Les caisses de santé ont autorisé le transfert d'informations pour garantir la continuité des soins d'un centre de santé à l'autre, qu'il s'agisse d'un centre établi dans un hôtel ou à proximité ou d'un établissement médical préexistant.

41. Les caisses de santé se sont également préparées à des scénarios extrêmes considérés comme possibles dans le contexte du conflit qui sévit actuellement sur plusieurs fronts, comme une panne générale d'électricité, afin d'être en mesure de dispenser des soins vitaux à tous les enfants en cas de nouvelle évacuation.

42. Afin de réduire les obstacles financiers à l'accès aux soins, les prestataires de services ont eu pour consigne de différer les paiements au titre de la participation aux dépenses médicales pour ce groupe de population.

Centres de santé maternelle et infantile (« Tipat Halav »)

43. Quelques jours après l'attentat du 7 octobre, tous les prestataires de services du pays ont eu pour consigne de venir en aide à la population, quel que soit l'endroit où les gens recevaient habituellement leurs soins. Il a été procédé à certains ajustements techniques pour

permettre à tous les centres de santé maternelle et infantile relevant de différents prestataires d'assurer le traitement des déplacés et de recevoir les informations les concernant, quels que soient leur affiliation, leur caisse de santé et leur centre de soins habituels ainsi que leur situation géographique.

44. Transfert d'information au format numérique – Pour faciliter l'accueil des patients dans plusieurs centres, le Ministère de la santé a procédé au transfert, au format numérique, des informations relatives au statut de vaccination sur les systèmes informatiques de tous les prestataires de services. Cette mesure a permis aux différents prestataires d'accéder à l'historique de vaccination des personnes déplacées afin d'assurer la continuité des soins.

45. Ouverture de nouveaux centres de santé maternelle et infantile – Pendant la guerre, de nouveaux centres ont été créés par les différents prestataires dans les zones où des personnes avaient été déplacées, l'objectif étant de rapprocher les services des populations touchées et d'en améliorer l'accessibilité. En outre, trois centres ont ouvert dans la zone hôtelière de la mer Morte et d'autres ont été créés pour desservir les hôtels de Shefaim, Tel Aviv-Jaffa, Herzliya et Eilat.

46. Les équipes des caisses de santé concernées ont procédé à des évaluations de routine des besoins des personnes déplacées dans tous les sites d'hébergement temporaire. Elles ont travaillé en coordination avec les différentes caisses et le Ministère de la santé pour adapter les services offerts afin de répondre efficacement à ces besoins.

Soins de santé mentale

47. Le Ministère de la santé a rapidement mis en place des services de santé mentale à l'intention des personnes touchées par l'attaque du 7 octobre. Les centres de résilience des localités du sud et du nord, qui interviennent habituellement au niveau local en cas d'urgence pour renforcer la résilience communautaire et individuelle, ont élargi leurs services pour soutenir leur communauté et ont même été relocalisés avec les déplacés. Un centre national de résilience thérapeutique a également été créé pour offrir un large éventail de services à toute personne ayant besoin de soins. Le Ministère de la santé a multiplié par trois le nombre de spécialistes de la protection de l'enfance dans ces centres. En juin 2024, plus de 17 000 mineurs y avaient reçu un traitement. En outre, un centre d'appels a été mis en place et a contacté environ 30 000 victimes directes pour leur offrir un accompagnement et un appui psychologiques.

48. Les équipes des centres de santé mentale, comprenant des psychologues professionnels, ont été déployées dans les centres d'hébergement temporaire afin d'offrir leurs services aux enfants et aux adultes.

49. D'importants efforts ont été faits pour intégrer de nombreux professionnels de la santé mentale travaillant à titre bénévole dans les systèmes existants. Les antécédents des bénévoles ont été dûment vérifiés, de même que la conformité des soins dispensés aux normes professionnelles, ainsi que l'exige la loi. En outre, les caisses de santé ont établi des dispensaires à proximité des hôtels et fourni des services complémentaires aux enfants et aux adultes.

50. Le Ministère de la santé a lancé un plan national en matière de santé mentale visant à accroître l'offre dans ce domaine, en multipliant par deux les services fournis, en augmentant le nombre d'internes en psychiatrie et en psychologie, en améliorant le système public de santé mentale et en ouvrant des centres supplémentaires à l'intention des enfants et des adultes. Le plan prévoit de dispenser à tous les membres du système de santé une formation complète sur les traumatismes et les soins tenant compte des traumatismes. L'accent est mis sur l'importance de promouvoir la santé mentale et la prévention au niveau local, en particulier auprès des enfants et des parents.

51. Neuf centres d'intervention en cas de crise ont été créés dans tout le pays pour fournir des soins cliniques intensifs. Des dizaines d'enfants ayant subi des traumatismes liés à la guerre et de personnes déplacées ayant vu leur état de santé mentale se dégrader en raison de leur déplacement y ont reçu des soins.

52. Le Ministère de la santé a organisé une formation approfondie à l'intention des prestataires de soins de santé mentale et de services éducatifs ainsi que des pédiatres s'occupant d'enfants ayant subi des traumatismes psychologiques.

Mesures prises par le Ministère de l'éducation

Services et solutions à l'intention des élèves déplacés

53. Le Ministère de l'éducation a pris un certain nombre de mesures éducatives en faveur des enfants déplacés et de leur bien-être.

54. Création des centres « Ensemble » – Des structures éducatives ont été créées dans les hôtels, chacune d'entre elles ayant été placée sous la responsabilité d'un directeur nommé par le Ministère de l'éducation. Elles proposent chaque jour des activités éducatives adaptées à tous les élèves, quel que soit leur âge et compte tenu de l'évolution de leurs besoins. La mise en place d'une routine adaptée aux circonstances constitue un élément important pour renforcer la résilience émotionnelle des enfants déplacés et de leur famille. Le Ministère de l'éducation fonctionne selon un découpage en six districts géographiques. Chaque district est chargé de gérer les centres installés dans les structures d'hébergement temporaire relevant de sa compétence, de recenser les besoins et de déployer le personnel enseignant, y compris les professeurs, le personnel des écoles maternelles, les conseillers, les équipes de prise en charge et les autres membres du personnel spécialement recrutés à cette fin, tels que les enseignants des Forces de défense israéliennes et les bénévoles. En ce qui concerne le matériel éducatif essentiel (ordinateurs personnels, imprimantes ou encore mobilier), les besoins ont été recensés et le matériel fourni aux établissements.

55. Mise en place de solutions d'apprentissage supplémentaires et personnalisées – Plusieurs mesures ont été prises pour adapter et élargir les possibilités d'apprentissage :

- Simplification du fonctionnement des écoles maternelles mises en place dans les centres d'hébergement temporaire et intégration des élèves dans les écoles existantes gérées par les autorités des localités d'accueil ;
- Ouverture de 48 écoles temporaires à l'échelle nationale ;
- Prise en compte des besoins éducatifs des élèves ayant des difficultés à intégrer le cadre éducatif formel, grâce à la création de petits groupes de travail auxquels sont proposés un contenu adapté et des cours de rattrapage ;
- Mise en place d'activités périscolaires informelles destinées à instaurer un environnement social approprié ;
- Organisation de cours de soutien scolaire en dehors des heures d'école.

56. Les mesures ci-après ont été prises en faveur des élèves pouvant prétendre aux services d'éducation répondant à des besoins particuliers proposés dans les centres d'hébergement temporaire :

- En coopération avec les autorités locales, le Ministère de l'éducation a élaboré des orientations concernant l'apprentissage en face à face dans les situations d'urgence pour les élèves ayant des besoins particuliers, compte tenu des programmes individualisés, et pour garantir l'accès des élèves handicapés à l'éducation ;
- Les élèves handicapés déplacés qui ont droit à des services d'éducation répondant à des besoins spéciaux continuent, dans la mesure du possible, de recevoir l'appui et les services auxquels ils étaient précédemment éligibles, lesquels sont adaptés à l'évolution de leurs besoins. Cet appui est fourni aussi bien dans les écoles des localités d'accueil que dans les centres « Ensemble ». Plusieurs mesures ont été prises à cet égard :
 - Un enseignement et des soins thérapeutiques adaptés, y compris des cours d'art-thérapie, sont dispensés par des professionnels de santé ;
 - Les assistants de vie scolaire poursuivent leur travail dans le cadre de la situation d'urgence et continuent dans la mesure du possible de suivre les mêmes élèves qu'avant ;

- Des solutions techniques ont été apportées aux élèves à qui des outils de communication avaient été fournis à des fins d'accessibilité, mais dont le matériel a été endommagé ou laissé au domicile au moment de l'évacuation ;
- La Knesset a approuvé une mesure temporaire au titre de la loi sur l'éducation répondant à des besoins particuliers, en vertu de laquelle l'éligibilité aux services d'éducation répondant à de tels besoins est automatiquement renouvelée pour un an ;
- Le Ministère de l'éducation organise des séances de formation et des conférences à l'intention des équipes éducatives et des équipes de soins, publie des supports pédagogiques et des ressources d'apprentissage numériques sur le site Web de la Division de l'éducation répondant à des besoins particuliers et organise des webinaires et des ateliers de soutien dans différentes langues, y compris en langue des signes ;
- Un Centre national d'information a été créé pour répondre aux demandes des parents d'élèves ayant des besoins particuliers et un soutien émotionnel est fourni par les psychologues spécialisés de la Division.

57. Réponses aux demandes d'information et soutien du Ministère de l'éducation :

- Le Ministère a publié – d'abord quotidiennement, puis sur une base hebdomadaire – des documents d'information à l'intention du personnel enseignant, concernant les activités à visée éducative, émotionnelle ou sociale pouvant être organisées en fonction de l'âge et du profil des élèves. Ces documents sont disponibles sur le portail créé par le Ministère en réponse à la situation d'urgence, avec toutes les informations connexes ;
- Le Ministère a déployé un service d'assistance téléphonique dédié pour répondre aux préoccupations des équipes éducatives, des parents et des élèves sur le plan émotionnel ou général. En outre, il a organisé des réunions d'information et des webinaires à l'intention de différents publics ;
- Le Ministère organise régulièrement un « forum des partenaires », auquel participent des représentants du personnel et des services internes concernés, les autorités locales et régionales, l'association des départements de l'éducation, des associations de parents et d'élèves ainsi que des ONG. L'objectif est de diffuser des informations actualisées, de répondre aux nouveaux besoins et de trouver des solutions aux problèmes émergents.

Mesures prises par le Ministère de l'alya et de l'intégration

58. D'après le Ministère de l'alya et de l'intégration, le centre d'intégration d'Ibim, près de Sdérot, et d'autres centres proches de la ligne de front ont été évacués il y a longtemps. Des représentants de mouvements de la jeunesse ont organisé des activités quotidiennes dans les centres d'hébergement temporaire, contribuant à renforcer la résilience des enfants et des jeunes. Le Ministère a élaboré un programme, intitulé « Upward », visant à recenser les jeunes immigrés déplacés qui, déconnectés des cadres d'enseignement formels et informels habituels ainsi que de leurs camarades de classe, ont sombré dans une détresse émotionnelle, une solitude et une dépression profondes, et à leur apporter un soutien et une prise en charge.

59. Le département d'aide sociale du Ministère a organisé des webinaires et des ateliers sur la résilience par l'intermédiaire de l'association « Ressources ». Disponibles en anglais, en espagnol, en français, en amharique et en russe, ces ateliers ont porté sur divers sujets liés à la résilience (angoisses et peurs, gestion de la colère ou encore outils de relaxation).

60. L'après-midi, le Ministère organise des activités pédagogiques dans les écoles à l'intention des élèves immigrés, qui bénéficient ainsi d'un soutien scolaire, social et émotionnel. Dans le cadre d'un programme de logement temporaire, des efforts ont été déployés pour permettre aux familles d'immigrés, notamment celles comptant des enfants et des jeunes ayant des besoins particuliers, de se faire accompagner par un travailleur social, qui les aide à faire valoir leurs droits ou à trouver une place dans un établissement d'enseignement, leur apporte une assistance à la médiation, etc.

Réponse au paragraphe 2 d) de la liste additionnelle de points

61. L'Autorité nationale des urgences estime que, au 1^{er} novembre 2023, le pays comptait 253 000 personnes déplacées. Parmi elles, environ 88 000 avaient été réinstallées à l'hôtel, 70 000 avaient trouvé une solution par leurs propres moyens et 94 000 avaient été déplacées vers d'autres localités. Depuis le 7 octobre, 51 547 enfants et jeunes du sud et du nord d'Israël ont dû quitter leur foyer. Au 26 mai 2024, 7 976 étaient logés dans 333 hôtels ou centres d'hébergement temporaire à travers le pays et 24 867 étaient hébergés au sein de la communauté.

62. La décision d'évacuer a été prise par les autorités de sécurité, conformément aux résolutions du Gouvernement, qui a rétroactivement confirmé cette décision et assigné les tâches connexes aux ministères compétents. Dans ses deux premières résolutions (à savoir les résolutions n^{os} 950, du 12 octobre 2023, et 975, du 18 octobre 2023), le Gouvernement a rétroactivement approuvé les plans « Distance de sécurité » des Forces de défense israéliennes, concernant l'évacuation des habitants des zones frontalières avec la bande de Gaza et le Liban.

Résolution n^o 950 du 12 octobre 2023 : Plan national d'action concernant l'évacuation et l'accueil des habitants vivant à proximité de la frontière avec la bande de Gaza dans le cadre de l'opération « Glaives de fer ».

63. Cette résolution confirme le plan d'évacuation « Distance de sécurité – Sud », qui concerne les localités situées dans un rayon de 4 kilomètres de la frontière avec la bande de Gaza⁴. Elle prévoit l'évacuation de 24 villages, soit 15 818 habitants. L'évacuation a débuté le 7 octobre 2023.

64. Les Forces de défense israéliennes ont procédé à l'évacuation proprement dite, tandis que l'Autorité nationale des urgences s'est chargée d'orienter les personnes déplacées vers diverses structures d'hébergement temporaire, en fonction de la disponibilité des hôtels, des foyers et des internats. Le Gouvernement a fixé les dépenses opérationnelles quotidiennes, les tarifs des services d'hébergement et le budget total et réparti les tâches entre le Ministère de l'éducation, le Ministère de la protection et des affaires sociales et les autres ministères concernés.

65. Dans la résolution, il est demandé au Ministère de la protection et des affaires sociales d'appliquer l'article 31 de la résolution n^o 4877 de 2012 sur l'hébergement en hôtel (qui porte notamment sur l'évacuation des personnes handicapées et ayant des besoins particuliers vivant au sein la communauté) à l'ensemble des personnes ayant besoin d'une aide sociale et d'appliquer l'article 32 à toutes les personnes hébergées dans ses structures. Il demande également au Ministère de l'éducation d'élaborer, en coordination avec le Ministère des finances, un plan visant à mettre en place des solutions éducatives adaptées pour les élèves déplacés séjournant en centre d'hébergement temporaire.

66. La résolution prévoit dans un second temps le versement, aux personnes dont la résidence permanente se trouve dans une zone située dans un rayon de 7 kilomètres de la frontière avec la bande de Gaza et qui ont dû quitter leur domicile entre le 7 et le 13 octobre 2023, d'une allocation visant à couvrir les frais et les besoins liés à l'évacuation. Le montant de l'allocation s'élève à 1 000 nouveaux shekels (soit 270 dollars des États-Unis) par membre du foyer, à concurrence de 5 000 nouveaux shekels (1 350 dollars) par famille.

⁴ À savoir Nahal Oz, Erez, Nir'am, Mefallesim, Kfar Gaza, Gevim, Or HaNer, Ibim (non incluse dans la résolution initiale et ajoutée au titre de la résolution n^o 988), Netiv Ha'Asara, Zikim, Yad Mordechai, Karmiyya, Kerem Shalom, Kissufim, Holit, Soufa, Nirim, Nir Oz, Ein Hasholsha, Nir Yitzhak, Be'eri, Magen, Réim, Saad et Alumim.

Résolution n° 975 du 18 octobre 2023 : Plan national d'action concernant l'évacuation et l'accueil des habitants de la zone nord (dans un rayon de 5 kilomètres de la frontière) dans le cadre de l'opération « Glaives de fer »

67. La résolution n° 975 concerne l'évacuation en deux temps des habitants vivant près de la frontière nord du pays.

68. Elle prévoit dans un premier temps, à titre de confirmation rétroactive de la décision du Ministre de la défense, l'évacuation des personnes vivant dans un rayon de 2 kilomètres de la frontière nord en raison des menaces permanentes liées aux tirs de roquettes et à l'infiltration d'éléments hostiles en territoire israélien. Cette évacuation a été effectuée conformément au plan « Distance de sécurité – Nord », qui s'applique à 75 % de la population des localités concernées⁵, soit 19 311 résidents.

69. Là encore, l'évacuation a été organisée par les Forces de défense israéliennes, tandis que l'Autorité nationale des urgences a orienté les personnes déplacées vers les différentes structures d'hébergement temporaire. La résolution porte notamment sur l'organisation des centres d'hébergement temporaire, leur fonctionnement, l'accueil des personnes déplacées qui y sont hébergées, la communication avec ces dernières, les modalités de paiement des structures d'accueil et le traitement des personnes en situation de vulnérabilité. Ces dispositions sont similaires à celles de la résolution n° 950.

70. La résolution vise dans un second temps à anticiper l'éventuelle évacuation des habitants vivant dans un rayon de 2 à 5 kilomètres de la frontière, sur la base du plan « Distance de sécurité – Nord » des Forces de défense israéliennes.

Résolution n° 978 du 19 octobre 2023 : Aide apportée par l'État aux résidents de la ville d'Ashkelon compte tenu de l'opération « Glaives de fer »

71. La résolution n° 978 prévoit la fourniture d'une assistance aux résidents d'Ashkelon ne disposant pas d'une résidence sûre ainsi qu'aux personnes âgées ne bénéficiant pas d'un soutien familial. Il a été décidé qu'une aide serait octroyée à ces personnes en fonction des structures d'hébergement disponibles, l'objectif étant d'atténuer les souffrances des habitants et de renforcer leur résilience.

Résolution n° 988 du 23 octobre 2023 : Aide apportée par l'État aux résidents des villes du sud situées dans un rayon de 7 kilomètres de la frontière avec la bande de Gaza et aux résidents de Sdérot compte tenu de l'opération « Glaives de fer », et amendement des résolutions du Gouvernement

72. Cette résolution porte approbation rétroactive de la mise en œuvre du plan « Mashav Ruah », visant à renforcer la résilience des habitants des villes situées dans un rayon de 4 à 7 kilomètres de la frontière avec la bande de Gaza et des résidents de Sdérot. Dans un premier temps destiné à une partie seulement de la population de ces zones, le plan a ensuite été étendu à tous les habitants des localités concernées, au nombre de 31. Des services d'hébergement et d'accueil étaient également prévus, de même que la possibilité, pour les personnes déplacées, de trouver par leurs propres moyens une autre solution d'hébergement et de percevoir une allocation journalière de 200 nouveaux shekels (soit 54 dollars) par adulte et de 100 nouveaux shekels (27 dollars) par enfant. Il convient de noter que les autres résolutions prévoyaient également cette possibilité.

Ministère du tourisme

73. Le prix par enfant à payer aux structures d'hébergement a été déterminé par le Ministère du tourisme. Dans un premier temps (jusqu'au 6 novembre 2023), il a été fixé à 50 % du tarif adulte, et ce quel que soit l'âge de l'enfant (jusqu'aux 18 ans).

⁵ À savoir Mishgav Am, Menara, Malkiyya, Ma'ayan Baruch, Yiftah, Dafna, Bar'am, Kfar Giladi, Yir'on, Margaliyyot, Kfar Yuval, Dishon, Rosh HaNikra, Hanita, Arab al Aramcha, Betset, Zarit, Chtoula, Mattat, Netu'a, Ya'ara, Shumera, Avivim, Dovev, Metoulla, Chlomi et Rhajar.

74. Le 6 novembre 2023, le Ministère du tourisme a mis en place des tarifs différenciés pour les moins de 2 ans et pour les 2-18 ans. En outre, les familles hébergées à l'hôtel avec des enfants de plus de 12 ans ont pu bénéficier d'une chambre supplémentaire.

75. L'augmentation des tarifs a été décidée en partie pour encourager les hôtels à permettre l'accès des personnes évacuées aux espaces communs, qui ont par ailleurs été adaptés pour les enfants, avec la mise en place de garderies et de salles de classe.

76. Le Ministère a également mis en place des salles communes, y compris des garderies, que les déplacés peuvent utiliser en fonction de leurs besoins.

Réponse aux paragraphes 3 et 4 de la liste additionnelle de points

77. Dans le cadre de la conduite de ses opérations militaires en période de conflit armé, l'État d'Israël applique les dispositions pertinentes du droit international, notamment le droit des conflits armés, et en particulier les règles régissant la conduite des hostilités, souvent regroupées sous le terme de « droit international humanitaire ». Les attaques qu'il mène sont donc conformes aux règles découlant des principes de distinction, de précaution et de proportionnalité.

78. Les Forces de défense israéliennes tiennent compte des règles du droit des conflits armés dans tous les aspects de leurs opérations militaires, notamment dans le cadre de la formation juridique, des procédures et plans opérationnels et des conseils juridiques dispensés aux différents niveaux de commandement. Par ailleurs, elles ont mis en place des mécanismes solides et indépendants chargés d'enquêter sur les allégations de faute. En revanche, le Hamas et les autres groupes terroristes qui sont parties au conflit violent ces règles de façon délibérée et systématique en positionnant leurs moyens militaires dans des zones densément peuplées, notamment dans des écoles, des lieux de culte, des hôpitaux et des installations du système des Nations Unies, et en menant leurs activités militaires au milieu de la population civile, derrière elle et sous ses pieds.

79. Israël reste attaché à tout mettre en œuvre pour limiter les dommages causés à la population civile, quand bien même le Hamas, au mépris total de la vie et du droit, tente d'en provoquer le plus possible. Il est déterminé à faciliter la fourniture d'une aide humanitaire à la population civile de Gaza, comme l'exige le droit, en dépit des efforts que déploie le Hamas pour y faire obstacle, notamment en volant et en conservant l'aide et les fournitures humanitaires pour ses propres besoins. Israël suit de près la situation humanitaire dans la bande de Gaza et les besoins de la population civile et collabore avec des tierces parties pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire et sa distribution effective à la population.

80. On trouvera de plus amples informations sur les efforts déployés par Israël pour remédier à la situation humanitaire à Gaza, notamment sur les quantités de nourriture, d'eau, de fournitures médicales, d'abris, de gaz de cuisine et de carburant qui ont été livrés à Gaza depuis le début de la guerre, sur le site Web de l'Unité de coordination des activités gouvernementales dans les territoires (<https://govextra.gov.il/cogat/humanitarian-efforts/home/>).

81. Compte tenu de ce qui précède, Israël est déçu des déclarations publiées par le Comité des droits de l'enfant le 12 octobre (telle que modifiée le 13 octobre) et le 1^{er} novembre 2023. Dans sa déclaration du 1^{er} novembre 2023, le Comité a en effet reproché à Israël l'intensification des attaques contre la population civile de la bande de Gaza, ne se disant préoccupé qu'à l'égard des enfants « vivant dans le territoire palestinien occupé ». Il a totalement passé sous silence le fait qu'Israël s'était retiré de la bande de Gaza en 2005, mettant fin à sa présence civile et à son contrôle militaire effectif, et n'a tenu aucun compte des efforts faits par le pays pour évacuer les civils des zones d'hostilités actives. Il est particulièrement regrettable que, dans ses déclarations, le Comité n'ait pas fait mention du préjudice causé aux enfants israéliens qui ont été assassinés, pris en otage, contraints de quitter leur maison ou déplacés comme suite à l'attaque meurtrière perpétrée par le Hamas et d'autres groupes terroristes palestiniens le 7 octobre.